



## **Point de vue du Palipehutu-Fnl sur la situation politique et sécuritaire actuelle du Burundi.**

L'accord d'Arusha est, pour le Palipehutu-Fnl, un accord entre quelques politiciens véreux et assoiffés des postes et privilèges divers. Un accord qui nie que le problème burundais est tout d'abord ethnique avant d'être politique, alors qu'en réalité tout se fait sur base ethnique. Ce qui montre que le problème burundais est tout d'abord ethnique avant d'être politique comme nous l'avons toujours dit mais sans être écouté.

L'Accord d'Arusha a consacré le partage de pouvoir par le biais des quotas ethniques mais ce que nous constatons, cette base n'est pas arithmétiquement juste car personne ne peut expliquer par exemple comment 85% de l'une des composantes de la population burundaise puisse être représenté par 60% dans les institutions.

Et dans ce partage le Cndd-Fdd s'octroie une part de lion en s'attribuant 35% tout en ignorant les autres soi-disant partis politico-militaires hutu, n'y a-t-il pas là un début d'une dictature ? Les différents protagonistes avaient pris soin d'écarter le Palipehutu-Fnl parce qu'ils avaient peur que la vérité soit mise à jour.

Depuis août 2000, date de la signature de l'Accord d'Arusha, le peuple n'a connu que dictature et mépris.

Et que nous réservent les échéances en vue ?

### **De la transition actuelle :**

Le Palipehutu-Fnl : constate que le fameux accord d'Arusha et les différents accords de cessez le feu, tant vantés aussi bien par certains politiciens burundais que par les pays de la région ainsi que par la communauté internationale ne sont pas respectés et ne le seront peut-être jamais.

Pour preuve :

- A la veille du référendum, qui est déjà reporté plus d'une fois, et des échéances électorales qui devraient suivre, tous les mouvements politico-militaires signataires de différents accords ne sont pas encore agréés comme partis politiques.

- Le calendrier électoral prévu par cet accord change toujours suivant l'humeur d'une certaine classe politique.

- La constitution intérimaire taillée sur mesure de ces accords et adoptée par le Congrès, est ballottée de tous côtés.
- La réforme de l'armée se fait toujours attendre

### **De la Constitution intérimaire :**

La Constitution intérimaire, qui est déjà en application, ne donne pas l'égalité de chance à tous les citoyens burundais. Pour ce fait, faut-il que le peuple burundais laisse passer un texte fondamental qui ne garantisse pas les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous ?

Pour le Palipehutu-Fnl, la Loi fondamentale devrait être le fruit du Contrat social que notre Parti ne cesse de réclamer.

### **De la situation sécuritaire :**

Le Palipehutu-Fnl a été contraint de prendre les armes mais notre Parti a toujours affirmé que seul le dialogue, qui aboutirait à un Contrat social, entre les différentes composantes ethniques de la nation burundaise sera la voie de solution.

Différents accords de cessez le feu ont été signés mais n'ont jamais amené la paix.

Le Cndd-fdd, signataire de l'un de ces accords, qui se réclamait défenseur de la démocratie et mouvement principal, à tort d'ailleurs, viole ces accords et continue à massacrer des populations innocentes qu'il est sensé protéger.

Et il est malheureux que la communauté internationale assiste à tout ça sans réagir.

### **En conclusion :**

Pour ramener la véritable paix au Burundi, le Palipehutu-Fnl a déjà fait des propositions concrètes à la Communauté internationale par le biais de la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies. Notre Parti demande à la Communauté Internationale de réanalyser ces propositions au lieu de continuer à dilapider des millions de dollars pour un processus moribond.

Vive le Burundi et son Peuple  
Vive le Palipehutu-Fnl  
Que Dieu protège le Burundi et son Peuple  
Joyeux Noël et Bonne Année à tous.

Pour le Palipehutu-Fnl

Augustin NTAWOGAZA  
Secrétaire National aux Relations Extérieures